

Voie lactée. Partie 3, Le bonheur est dans le paysage où les vaches ruminent à l'abri des marchés

Autor(en): **Danesi, Marco**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **43 (2006)**

Heft 1689

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1009018>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le bonheur est dans le paysage où les vaches

Après Cremo, qui transforme le lait en beurre, crème et fromages, en passant par Swissmilk, le syndicat des producteurs, le voyage au pays du lait s'achève chez les paysans.

Lovely, la silhouette noire et blanche, découpée par le marketing de Swissmilk, a disparu. Enfin de vraies vaches ruminent dans l'atmosphère fraîche des étables, c'est encore l'hiver. Au-dessus de Moudon (Vaud), à 800 mètres d'altitudes, Corrençon hésite entre ciel et terre. La famille Pasche vit dans un hameau à quelques encablures du village. Soixante bêtes arrosent les fromageries de la région, vouée au gruyère. Jean-Eugène tient l'exploitation avec un cousin, plus un apprenti. Il est temps de renouveler la ferme. Une halle, spacieuse, servie de la technologie du jour, va se dresser à côtés des bâtiments fatigués, trop inconfortables pour l'élevage contemporain. Elle promet le mariage de l'industriel et de l'écologique, amie de l'animal, dont elle soigne la rentabilité.

Sur les rives de la Broye, à Ecublens (Fribourg), Georges Godel et son fils, là aussi avec l'aide d'un apprenti - indice d'une confiance têtue dans le futur - gouvernement leur troupeau entre informatique et amour du bétail. Laitières et veaux flânent au gré d'un circuit balisé, dedans et dehors. Ils se nourrissent à leur faim aux ordres intelligents d'un ordinateur. Et quand le moment est venu, les machines pompent le lait des mamelles vers les centrifuges, en attendant le passage deux fois par jour des camions-citernes qui livrent protéines et graisses tantôt à Cremo tantôt aux fabricants de pâtes dures. Tout

est neuf, sorti de terre en 2002.

Lait et politique

Jean-Eugène Pasche et Georges Godel mènent une double vie : à la ferme et dans les organisations de la branche. Le premier représente la commission lait du syndicat Uniterre. Le deuxième, candidat malheureux au Conseil national en 1999 dans les rangs du PDC, préside la Fédération des producteurs fribourgeois, et compte parmi les dirigeants de Pro-lait, qui chapeaute les groupements de Vaud, Fribourg, Neuchâtel et Berne, ainsi que de Swissmilk.

L'un et l'autre montrent à quel point le métier va de pair avec sa défense. Impossible de traire une vache sans choisir son camp. Du fourrage au prix de vente, le sort du lait se joue autant à la campagne qu'à la ville. La nécessité de s'éloigner des pâturages pour sillonner les couloirs du pouvoir, et parfois battre la Place fédérale, a grandi au fur et à mesure que la Confédération réduisait son soutien et la profession perdait crédit et légitimité, au Parlement et dans les médias. Malgré les campagnes publicitaires, sinon politiques, menées de concert avec les associations des consommateurs (à l'occasion du vote sur les OGM notamment), le pays ne chérit plus corps et âme les paysans. Uniterre, fondé pour mener la vie dure à l'administration et aux faïtières du secteur plutôt consensuelles, voit ces mêmes organisations, ébranlées par le volte-face des autorités, se rapprocher de son camp tant la dé-

ception enfle à l'égard de Berne. Lucides sur leur sort - ils sont une minorité, quelques fois mal-aimée - les Pasche et les Godel se dépensent sans compter dans l'intérêt et pour l'avenir des éleveurs.

Un autre monde

Les frontières s'ouvrent. Le marché se libéralise. Les protections d'antan s'effacent. Jean-Eugène Pasche conteste l'inévitable : la fin d'une paysannerie à dimension humaine. Il ne veut pas se résigner, ni jouer le jeu. Un autre monde est possible : où les kilos de lait servent d'abord à satisfaire soif et faim locales, à la barbe de l'Union européenne et de l'OMC, au lieu de viser les marchés globalisés. Une vache nourrit surtout ses proches. L'autonomie alimentaire s'oppose au va-et-vient insensé des marchandises pilotées par des multinationales hypertrophiées, trop puissantes, aussi riches que les PNB nationaux. Depuis des années, Uniterre soutient les agriculteurs des pays du Sud contre les tutelles et les dépendances du Nord.

Quant à la Suisse, la maîtrise des quantités devient capitale à l'heure de l'abandon des contingents. Même si la fuite en avant tente déjà les plus inconscients : augmenter le débit sans investir. Le tonnage compense la baisse du prix. C'est un calcul à court terme, regrette Jean-Eugène Pasche. Le premier pas vers la catastrophe. L'inflation de lait obligera les producteurs à solder leurs stocks à l'avantage d'Emmi, Cremo et autres Elsa, trop heureux de s'approvision-

ner à moindre frais, sans parler des distributeurs à cheval sur leurs marges, plombant les tarifs à l'étalage pour le malheur de consommateurs captifs.

Or, il faut plafonner les volumes. Si l'Etat se retire, l'autorégulation de la branche doit le remplacer. Et viser graduellement un repli sur les marchés indigènes. La libre compétition avec le reste du monde noircit les rapports de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) et comble l'ambition de ministres et économistes à la mode, mais les coûts de production condamnent l'agriculture suisse. Soit la Confédération continue de la financer, au-delà des paiements directs qui récompensent les services d'utilités publiques, si bien qu'elle répond à la demande interne à coups de fromages, beurre et yaourts du cru capables de repousser les assauts des pays voisins ; soit les paysans sombrent dans le folklore à la Ballenberg : bons pour les touristes et l'image de marque, mais improductifs.

Un autre Etat

Georges Godel approuve. En revanche, entre fatalité et bon sens, il veut discuter les nouvelles règles. Sans vendre son âme au diable et sans partir en guerre, on peut trouver un arrangement. A condition de se rassembler et de parler d'une seule voix. Comme les paysans ont toujours su le faire dans les moments critiques. Toute autre attitude serait suicidaire.

suite à la page 7

ruminent à l'abri des marchés

Entre le travail à la ferme et leurs engagements dans les organisations professionnelles, ils ébauchent l'avenir d'un métier, ébranlé par les réformes qui en bouleversent les acquis.

Or, il faut se l'avouer, l'union sacrée tarde à venir, chacun semble chercher le salut de son côté, malgré les appels à la solidarité. Le gain immédiat nourri d'angoisse du lendemain, l'individualisme, que l'on condamne certes mais dont on tire une certaine fierté, entravent encore la naissance d'un système commun de leviers et de poulies susceptibles d'enclencher la libéralisation en marche.

Pourtant la solution existe: il s'agit de confier la régulation, assurée jusque-là par la Confédération, aux organisations laitières. En nombre réduit, se partageant le territoire, elles domestiqueraient la production sous la

en circulation. Les contingents sortis par la porte, reviennent ainsi par la fenêtre. Georges Godel ne s'en cache pas. Il faut combler le vide laissé par l'Etat au moyen d'un syndicat fort, chargé d'agir sur les marchés. Et qui, en même temps, défend la cause des vaches au Palais fédéral.

Lutter pour la survie

D'une politique agricole à l'autre, Berne a graduellement réduit son engagement financier et retourné les raisons de son soutien. En gros, on paie de moins en moins la fabrication et la commercialisation de beurre et fromage, sinon de

etc. - la Confédération assure cependant un quart des revenus paysans, via le paiement de tâches d'utilités publiques. Voilà pourquoi des fédérations soudées, en petit nombre, exerceront la pression nécessaire sur le gouvernement et le parlement. L'argent diminue certes, mais il vaut encore la peine de se battre.

La prime à la vache laitière, stratagème à la fois politique et comptable inventé pour compenser l'arrêt imminent de l'aide à l'exportation - 200 francs en 2007 et 600 francs à partir de 2009, même si, à budget égal, il a fallu rogner sur les subventions à l'hectare aux dépens des céréaliers et des maraîchers - figure à merveille la nouvelle mission des faitières vis-à-vis des autorités fédérales, une fois coupé le cordon ombilical. Georges Godel s'en réjouit. Jean-Eugène Pasche espère même davantage de combativité. Un coup d'éclat bien ajusté peut précipiter les décisions ou provoquer le débat.

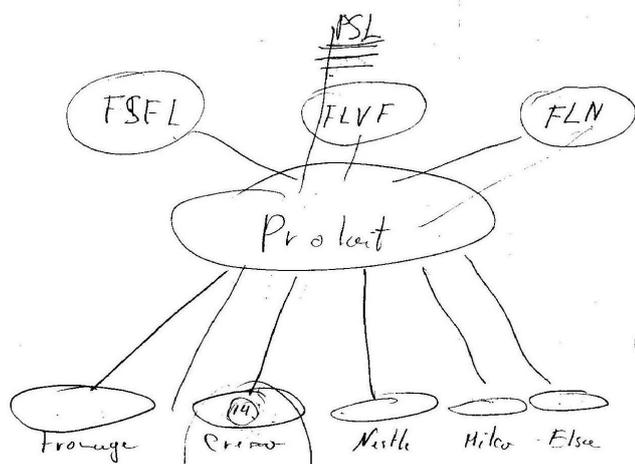
Bouc émissaire

Au-delà du porte-monnaie, il y a également l'image de la profession. Ou sa réputation. On a trop dit que les paysans mangent au râtelier de l'Etat. Que l'on protège une corporation d'assistés (moins de 4% de la population active). Que le prix d'un berlingot frise le hold-up. Jean-Eugène Pasche accepte ces reproches. Mais il ajoute aussitôt que la facture tient compte du coût de la vie. Elle pourrait même enfler si l'on adaptait le salaire au

nombre d'heures travaillées. Aujourd'hui, 60 à 80 heures hebdomadaires rapportent cinq à six mille francs par mois.

Georges Godel conteste de surcroît les accusations lancées contre les paysans, seules coupables de la cherté des produits laitiers. Une étude de Migros sur les différences de prix entre la Suisse et l'Allemagne absout en partie les producteurs. Ils seraient responsables d'un petit tiers de la surenchère, au même titre que les distributeurs, alors que la part des transformateurs couvrirait le gros tiers restant. Bref, il n'y a pas que des paysans gourmands. Par contre, la catégorie représente la cible parfaite, affaiblie et anachronique, de toutes les attaques; le bouc émissaire idéal de l'anomalie suisse.

Anomalie à sauvegarder, insiste Jean-Eugène Pasche. A remodeler, nuance Georges Godel. Loin des plaines américaines, des exploitations fourmillantes, les vaches du terroir méritent le paysage en miniature façonné pour leur bien-être et le bonheur des hommes. Car le marché du lait peut résister mieux que les autres secteurs agricoles aux pressions extérieures, grâce à la force de frappe des fromages AOC, convoités à l'étranger. Alors, on équipe la ferme en prévision de temps difficiles et de la sélection promise qui divisera par deux les exploitations. En attendant, Lovely sautille à l'arrière-plan, insouciant comme une silhouette en carton. *md*



Le marché du lait en Suisse occidentale esquissé par Georges Godel lors de l'entretien.

férule de Swissmilk. Dans le cas de la Suisse occidentale, Prolait, mandaté par les producteurs, négocierait non seulement les tarifs avec les transformateurs, comme c'est déjà le cas maintenant, mais aussi les litres de lait

fruits et blé, pour valoriser davantage l'entretien de l'environnement, voire, depuis peu, le recyclage touristique. Sommée de relâcher son aide à la production - caisses vides, accords internationaux, OMC,